

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 93.
N° 23.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 30
NO NOVEMA 1944.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1944 14 fév. Ordonnance autorisant la création d'un compte spécial dans les écritures du Service central du Trésor. (Rectificatif au J.O.C. du 15 août 1944, page 252). (Arrêté de promulgation n° 787 s.g., du 13 novembre 1944).....	392
16 fév. Arrêté (Commissariat aux colonies) relatif au fonctionnement du compte spécial « paiements dus au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. (Rectificatif au J.O.C. du 15 août 1944, page 253). (Arrêté de promulgation n° 787 s.g., du 13 novembre 1944).....	293
22 août Ordonnance portant modification à l'ordonnance du 19 août 1943 sur l'importation en franchise de matériels militaires pour le compte de l'armée (Arrêté de promulgation n° 787 s.g., du 13 novembre 1944).....	393
22 août Décret réorganisant le cadre des infirmières et sages-femmes. (Arrêté de promulgation n° 787 s.g., du 13 novembre 1944).....	393
23 août Décret portant création d'un cadre général des transmissions coloniales (Rectificatif au J.O.C. du 31 octobre 1944, page 361). (Arrêté de promulgation n° 787 s.g., du 13 novembre 1944).....	396
26 août Décret portant fixation, à titre provisoire, du régime des fonctionnaires, des agents et des employés à servir en France (Arrêté de promulgation n° 787 s.g., du 13 novembre 1944).....	396
26 août Décret modifiant le décret du 30 décembre 1942 fixant le régime financier des colonies (Arrêté de promulgation n° 787 s.g., du 13 novembre 1944).....	396

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1944 8 nov. Arrêté n° 768 co., rendant exécutoire le rôle principal de l'impôt des routes et des 20 décimes additionnels, de la Commune de Papeete pour l'exercice 1944....	399
8 nov. Décision n° 769 i.p., nommant la commission de surveillance et de correction des épreuves du C.E.P.E. pour les filles des écoles de Papeete, année 1944..	399
8 nov. Décision n° 770 i.p., nommant la commission de surveillance et de correction des épreuves du C.E.P.E. pour les garçons des écoles de Papeete, année 1944..	400
8 nov. Décision n° 771 i.p., nommant la commission de surveillance et de correction des épreuves du B.E. pour les écoles de Papeete, année 1944.....	400
8 nov. Arrêté n° 777 s., portant fermeture de la tuerie particulière Lai Yong, C.I. n° 5367, sise à Pirae.....	400
9 nov. Décision n° 779 d., reclassant deux agents du cadre métropolitain des Brigades des Douanes.....	401
10 nov. Arrêté n° 780 a.p., habilitant M. Colombani (Ambroise), au contrôle des prix de vente de la viande de boucherie et des produits de charcuterie.....	401
13 nov. Décision n° 791 i.s.l.v., portant relèvement du traitement alloué à M. Ehu Tetuanui, Secrétaire de la Mairie de la Commune mixte d'Uturoa.....	401
16 nov. Décision n° 795 c.o., rapportant la décision n° 718 c.o., du 9 octobre 1944 retirant à un commerçant sa licence de 1 ^{re} classe pour la vente de boissons à emporter.....	402
18 nov. Décision n° 796 c., affectant le médecin-capitaine Rosmorduc (Louis), aux îles Marquises.....	402
18 nov. Décision n° 798 c., accordant une permission d'absence de deux mois à passer au chef-lieu à un commis de 1 ^{re} classe du cadre local des P.T.T. en résidence à Taiohae (Marquises).....	402
18 nov. Décision n° 799 s.g., portant admission du sieur Teaturua a Avae à l'Asile des Vieillards de Papeete, au titre des indigents du Service local.....	403

18 nov.	Arrêté n° 801 s.g., modifiant et complétant l'article 2 de l'arrêté n° 77 a.p.e., du 26 janvier 1940 qui fixe à nouveau le montant des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel par les voyageurs débarquant dans les Etablissements français de l'Océanie, déterminant les modalités de versement de ces dépôts et portant abrogation des articles 3 et 4 de l'arrêté en question.....	403
18 nov.	Arrêté n° 803 i.s.l.v., portant ouverture de crédits supplémentaires au budget de la Commune mixte d'Uturoa pour l'exercice 1944.....	403
18 nov.	Arrêté n° 804 j., accordant dispense d'actes de naissance au Quartier-Maitre mécanicien Prufer (Jean, Lucien, Joseph), et à la Demoiselle Vigor (Renée).....	403
18 nov.	Décision n° 805 e., prorogeant le délai de déclaration d'une succession.....	404
18 nov.	Décision n° 806 e., prorogeant le délai de déclaration d'une succession.....	404
18 nov.	Arrêté n° 807 p.t.t., fixant à partir du 1 ^{er} novembre 1944 le taux de conversion du franc-or à appliquer pour l'établissement des taxes télégraphiques.....	404
18 nov.	Arrêté n° 808 s.g., annulant les crédits restés sans emploi au titre du budget local, exercice 1943.....	405
21 nov.	Arrêté n° 817 c., accordant un sursis à la tuerie particulière Lai Yong, C.I. n° 5367, sise à Pirae.....	405
21 nov.	Décision n° 818 s., portant modification à l'article 1 ^{er} de la décision n° 605 s., du 16 août 1944 qui porte désignation de membres de la Commission spéciale de réforme de Papeete.....	405
24 nov.	Arrêté n° 823 s.g., portant ouverture des Délégations Economiques et Financières en session ordinaire de l'année 1944, et fixant la durée de cette session....	406
25 nov.	Arrêté n° 826 a.p., ouvrant une souscription permanente au profit de l'Entr'aide Française pour la Libération.....	406
27 nov.	Arrêté n° 829 c., portant organisation administrative des Iles Marquises.....	406
	Extraits.....	407

AVIS OFFICIELS

Service du Trésor. — Emission de Rentes perpétuelles.....	407
Avis. — Secours aux personnes nécessiteuses.....	408
Commune de Papeete. — Actes de cession à l'amiable.....	408
Enregistrement et Domaines. — Vente aux enchères publiques, le lundi 11 décembre 1944.....	409

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires.....	409
---------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 787 s. g., promulguant différents actes du Pouvoir central.

(Du 13 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1^o) Ordonnance du 14 février 1944 autorisant la création d'un compte spécial dans les écritures du Service central du Trésor (Rectificatif au J.O.C. du 15 août 1944, page 252) - (J.O.R.F. du 31 août 1944, page 800 - I) ;

2^o) Arrêté du 16 février 1944 (Commissariat aux Colonies) relatif au fonctionnement du compte spécial "paiements dus au Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Rectificatif au J.O.C. du 15 août 1944, page 253) - (J.O.R.F. du 31 août 1944, page 800 - IX) ;

3^o) Ordonnance du 22 août 1944 portant modification à l'ordonnance du 19 août 1943 sur l'importation en franchise de matériels militaires pour le compte de l'armée (J.O.R.F. du 31 août 1944, page 799) ;

4^o) Décret du 22 août 1944 réorganisant le cadre des infirmières et sages-femmes coloniales (J.O.R.F. du 31 août 1944, page 800 - XVII) ;

5^o) Décret du 23 août 1944 portant création d'un cadre général des transmissions coloniales (Rectificatif au J.O.C. du 31 octobre 1944, page 361) - (J.O.R.F. du 31 août 1944, page 800 - XX) ;

6^o) Décret du 26 août 1944 portant fixation, à titre provisoire, du régime des fonctionnaires, des agents et des employés appelés à servir en France (J.O.R.F. du 31 août 1944, page 800 - VII) ;

7^o) Décret du 26 août 1944 modifiant le décret du 30 décembre 1912 fixant le régime financier des colonies (J.O.R.F. du 31 août 1944, page 800 - XVIII).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 novembre 1944.

ORSELLI.

ORDONNANCE du 14 février 1944 autorisant la création d'un compte spécial dans les écritures du service central du trésor. — (Rectificatif au J.O. nos 16-17 des 19-24 février 1944).

A la page 157, article 3 :

AU LIEU DE :

« La présente ordonnance sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi ».

LIRE :

« La présente ordonnance, applicable aux colonies, sera publiée au Journal officiel de la République française et exécutée comme loi ».

Aux contreseings ajouter :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

ARRÊTÉ du 16 février 1944 relatif au fonctionnement du compte spécial « paiements des fournitures faites et services rendus au Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ». (Rectificatif au J.O. n° 16-17 des 19 et 24 février 1944 - J.O. colonie du 15 août 1944, page 253).

Après la signature :

Le Commissaire aux Finances,
COUVE DE MURVILLE.

ajouter :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE portant modification à l'ordonnance du 19 août 1943 sur l'importation en franchise de matériels militaires pour le compte de l'armée.

(Du 22 août 1944).

Le Gouvernement provisoire de la République française,
Sur le rapport du Commissaire aux Finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944 ;

Vu l'ordonnance du 19 août 1943 sur l'importation en franchise de matériels militaires pour le compte de l'armée ;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle ;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}. — L'article 3 de l'ordonnance du 19 août 1943 est abrogé.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 22 août 1944.

HENRI QUEUILLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Commissaire aux Finances,
PIERRE MENDES-FRANCE.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

ORDONNANCE sur l'importation en franchise de matériels militaires pour le compte de l'armée.

(Du 19 août 1943.)

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Finances et du Commissaire à l'Armement, à l'Approvisionnement et à la Reconstruction ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

ORDONNE :

Article 1^{er}. — Pendant toute la durée des hostilités, les matériels d'armement proprement dit, ainsi que tous les ma-

tériels entrant dans les dotations des unités et les matériels des services, y compris les véhicules automobiles spécialisés ou non, importés pour le compte des armées de terre, de mer et de l'air seront admis en franchise des droits et taxes perçus par l'administration des douanes.

Art. 2. — En cas de cession à des tiers à titre onéreux ou gratuit des marchandises admises en franchise en application des dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, les droits et taxes en vigueur à la date de cession devront être acquittés immédiatement par les cessionnaires.

Art. 3. — Des décrets fixeront les conditions dans lesquelles les dispositions de la présente ordonnance seront applicables dans les territoires coloniaux.

Art. 4. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 19 août 1943.

DE GAULLE - GIRAUD.

Par le Comité français de la Libération nationale :

Le Commissaire aux Finances,
COUVE DE MURVILLE.

Le Commissaire à l'Armement, à l'Approvisionnement et à la Reconstruction,

JEAN MONNET.

DÉCRET réorganisant le cadre des infirmières et sages-femmes coloniales.

(Du 22 août 1944).

Le Président du Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies ;

Vu le décret du 3 juillet 1897 et tous les actes subséquents sur les indemnités de route et de séjour, et les concessions de passages accordées au personnel des services coloniaux et locaux ;

Vu la loi de finances du 22 avril 1905 ;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les actes subséquents qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 sur la caisse intercoloniale des retraites ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 février 1909 sur le conseil d'enquête ;

Vu le décret du 19 novembre 1937 portant création d'un corps d'infirmières et sages-femmes coloniales ensemble les textes modificatifs ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944 ;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle ;

DÉCRÈTE :

TITRE 1^{er}

Dispositions générales.

Article 1^{er}. — Il est créé pour l'ensemble des territoires coloniaux et de protectorat relevant de l'autorité du commis-

saire aux colonies, un cadre général d'infirmières et de sages-femmes coloniales.

Les infirmières peuvent être utilisées dans les hôpitaux du service général et de l'assistance médicale indigène, dans les services d'hygiène et de médecine préventive dans les dispensaires, dans les équipes mobiles de prophylaxie et de médecine sociale.

Aux sages-femmes sont réservés en principe les maternités et les services de protection de la mère et de l'enfant. Elles peuvent cependant, par nécessité de service, être chargées d'un emploi d'infirmière.

Art. 2.— La hiérarchie et le traitement des infirmières et sages-femmes coloniales sont fixés ainsi qu'il suit :

GRADES et CLASSES	SOLDES
Infirmières ou sages-femmes :	
Hors classe	36.000
Infirmières ou sages-femmes :	
Principale de 1 ^{re} classe	33.000
Principale de 2 ^e classe	31.000
Principale de 3 ^e classe	28.000
Principale de 4 ^e classe	26.000
Infirmières ou sages-femmes :	
1 ^{re} classe	24.000
2 ^e classe	22.000
3 ^e classe	21.000
4 ^e classe	19.500
5 ^e classe et 5 ^e classe stagiaire	18.500

En outre les infirmières et sages-femmes coloniales reçoivent un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. Elles reçoivent également les indemnités diverses prévues pour les fonctionnaires des cadres généraux de même échelon de solde.

Art. 3.— Les infirmières et sages-femmes coloniales sont assimilées au point de vue des indemnités de déplacement et de transport à des agents classés dans la troisième catégorie du tableau n° 2 annexé au décret du 3 juillet 1937 et les infirmières ou sages-femmes principales et hors classes à des agents classés dans la 2^e catégorie dudit tableau.

Elles sont soumises, en ce qui concerne l'attribution de ces concessions, aux dispositions dudit décret, ainsi qu'aux actes qui l'ont modifié et qui ont été rendus pour son application.

Art. 4.— L'effectif des infirmières et sages-femmes coloniales est fixé à 300. Il pourra varier suivant le développement des services sanitaires dans les colonies et sera déterminé chaque année par le commissaire aux colonies, sur la proposition du directeur du service de santé colonial.

Le recrutement se fait dans la proportion de 2/3 d'infirmières et de 1/3 de sages-femmes.

La répartition des grades est fixée comme suit :

Infirmières et sages-femmes hors classe....	5 %
Infirmières et sages-femmes principales....	45 %
Infirmières et sages-femmes.....	50 %

TITRE II

Recrutement et avancement.

Art. 5.— Nulle ne peut être admise dans le cadre des infirmières et des sages-femmes coloniales si elle ne réunit pas les conditions suivantes :

1° être de nationalité française ou naturalisée depuis plus de dix ans.

2° être âgée de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus.

3° être de bonne vie et mœurs.

4° Répondre aux conditions d'aptitude physique exigées par l'instruction sur les conditions d'aptitude physique au service colonial du 30 juillet 1929.

5° être munie du diplôme d'état de sage-femme ou du diplôme d'état d'infirmière sanitaire coloniale.

Les postulantes doivent en conséquence produire les pièces suivantes :

1° Une demande adressée au commissaire aux colonies,

2° Une expédition en due forme de leur acte de naissance,

3° l'original (ou la copie certifiée conforme par le maire ou le commissaire de police de leur résidence) des diplômes d'état et des titres accessoires ou des certificats de services accomplis, qu'elles peuvent posséder et qui permettent d'apprécier leurs aptitudes spéciales,

4° un certificat de bonne vie et mœurs ainsi qu'un extrait de casier judiciaire dûment légalisés ; ces pièces doivent avoir moins de trois mois de date,

5° un certificat de visite et de contre-visite délivré par deux médecins militaires constatant l'aptitude physique au service colonial actif et complété par une attestation d'un médecin physiologue assermenté concluant à l'absence de toute affection tuberculeuse.

Art. 6.— Les infirmières et sages-femmes coloniales sont nommées par arrêté ministériel.

Art. 7.— Les infirmières et sages-femmes coloniales doivent accomplir une année de stage à l'expiration de laquelle elles sont sur rapport motivé du gouverneur et après avis du directeur général de la santé publique dans un groupe de colonies, du directeur local de la santé publique dans les colonies autonomes, titularisées ou licenciées ou admises à une nouvelle période de stage de 6 mois à la suite de laquelle, elles sont dans la même forme que ci-dessus, titularisées ou licenciées.

Le licenciement peut intervenir en cours de stage pour mauvaise conduite ou inaptitude physique notoire. S'il a pour cause l'incapacité physique constatée par le conseil de santé il pourra être accordé à l'intéressée une indemnité de licenciement dans les conditions prévues par les règlements sur la solde.

Art. 8.— La durée du stage compte pour l'avancement jusqu'à concurrence d'une année. Elle est admissible dans le décompte des droits à pension sous réserve du versement ultérieur des arrérages de retenues sur la solde correspondant à la période de stage.

Art. 9.— L'avancement en grade et en classe a lieu exclusivement au choix et ne peut être accordé qu'aux infirmières et sages-femmes figurant sur un tableau établi par une commission spéciale de classement siégeant au commissariat aux colonies, dont la composition est réglée par l'article 10 ci-après.

L'avancement de classe a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

L'avancement de grade a lieu de la 1^{re} classe du grade à la dernière classe du grade immédiatement supérieur.

Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau.

Art. 10.— La commission de classement est nommée par le commissaire aux colonies. Elle est composée comme suit :

Le directeur du service de santé colonial au commissariat aux colonies ou son représentant, président.

Un représentant de la direction du personnel au commissariat aux colonies.

Un inspecteur des colonies, représentant du contrôle.

Un des médecins, chefs de section à la direction du service de santé colonial.

Deux infirmières ou sages-femmes choisies parmi les plus élevées en grade de celles qui sont présentes dans la métropole.

Le médecin adjoint au médecin chef de la 1^{re} section est attaché à la commission en qualité de secrétaire.

Les infirmières ou sages-femmes ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidates d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 11.— La commission établit chaque année, dans le courant de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante.

Art. 12.— Pour être inscrites au tableau, les infirmières et sages-femmes coloniales, doivent être proposées par le gouverneur général ou le gouverneur de la colonie dans laquelle elles sont en service et avoir, au 1^{er} janvier qui suit la date de la réunion de la commission pour un tableau, deux années d'ancienneté dans leur classe, dont dix-huit mois au moins de services effectifs aux colonies.

TITRE III

Discipline.

Art. 13.— Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre général des infirmières et sages-femmes sont :

- 1^o le blâme avec inscription au dossier,
- 2^o le déplacement d'office,
- 3^o la radiation du tableau d'avancement ou l'inaptitude à l'avancement pendant un temps déterminé,
- 4^o la rétrogradation,
- 5^o la révocation.

Art. 14.— Le blâme avec inscription au dossier ou le déplacement d'office sont infligés par le gouverneur général ou le gouverneur sur la proposition du chef hiérarchique de l'infirmière ou de la sage-femme. Avis en est donné au département et mention en est faite dans tous les cas, au carnet de notes de l'intéressée.

La radiation du tableau d'avancement ou l'inaptitude pendant un temps déterminé sont prononcées par le commissaire aux colonies sur la proposition du gouverneur général ou du gouverneur après avis de la commission d'enquête prévue à l'article 15.

La rétrogradation et la révocation sont prononcées par arrêté ministériel. Ces décisions sont prises, après avis de la commission d'enquête précitée, sur le rapport motivé du gouverneur général ou du gouverneur.

Art. 15.— La commission d'enquête mentionnée ci-dessus est composée ainsi qu'il suit :

Président : Administrateur en chef, inspecteur des affaires administratives ou à défaut, un fonctionnaire de grade élevé désigné par le gouverneur.

Membres : Deux fonctionnaires dont au moins un médecin, désignés par le gouverneur de la colonie.

Deux infirmières plus anciennes de grade ou de classe que l'intéressée ou à défaut deux fonctionnaires de même assimilation.

Art. 16.— L'application de toute mesure disciplinaire reste soumise aux dispositions de l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905, relatif à la communication du dossier.

TITRE IV

Dispositions diverses.

Art. 17.— Les infirmières et sages-femmes sont notées en fin de semestre et en cas de mutation, par le médecin chef de la formation sanitaire ou le médecin chef du service auquel elles sont affectées.

À second degré elles sont notées par le directeur local de la santé publique et les notes sont transmises lorsque les colonies forment un groupe au directeur général de la santé publique du groupe.

Copie des notes périodiques est adressée au département pour être conservées dans le dossier de l'intéressée.

Les propositions de récompenses honorifiques sont établies et transmises au commissaire aux colonies par les directeurs généraux ou locaux de la santé publique sous le couvert des gouverneurs généraux ou gouverneurs des colonies.

Art. 18.— Toutes les infirmières et sages-femmes quels que soient leur emploi et leur spécialité peuvent être appelées à participer à un service de garde en dehors des heures normales de service de jour et pendant la nuit.

Les infirmières et sages-femmes coloniales sont logées à la colonie par les soins de l'administration moyennant un tarif de remboursement égal à celui des fonctionnaires des cadres généraux de même échelon de solde. Elles prennent leur nourriture en ville.

Pendant les heures de garde par roulement dans une formation sanitaire elles sont au contraire nourries, logées dans l'établissement sans remboursement.

Si une sage-femme ou une infirmière seule assure une garde permanente dans une formation sanitaire ou une maternité, la nourriture et le logement lui sont fournis d'une façon également permanente sans remboursement.

Dans les localités où l'administration ne pourra assurer leur logement dans les conditions prévues ci-dessus, elles pourront être autorisées à loger dans la formation sanitaire moyennant remboursement d'un tarif fixé par arrêté local. Elles pourront aussi exceptionnellement être autorisées, dans les mêmes conditions, à prendre leurs repas dans la formation.

Art. 19.— Les infirmières ou sages-femmes coloniales sont traitées à titre gratuit dans les formations sanitaires quelle que soit l'origine de la maladie.

Art. 20.— Le cumul de la fonction d'infirmière ou de sage-femme coloniale avec un emploi rémunéré est interdit.

TITRE V

Dispositions diverses.

Art. 21.— Le personnel organisé par le présent décret sera soumis au point de vue pensions aux dispositions du décret du 1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale de retraites.

Art. 22.— Toutes dispositions antérieures ou contraires au présent décret notamment celles du décret du 10 mars 1937, sont et demeurent abrogées.

Art. 23.— Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Alger, le 22 août 1944.

HENRI QUEUILLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

DÉCRET du 23 août 1944 portant création d'un cadre général des transmissions coloniales (Rectificatif au J.O. n° 69 du 22 août 1944).

Page 740 :

Au lieu de :

Directeur des transmissions coloniales : 4^e classe. 72.000 »

Lire :

Directeur des transmissions coloniales : 3^e classe. 72.000 »

Page 743 :

Au lieu de :

Contrôleur du Service des installations ou contrôleur du Service des lignes :

1^{re} classe :

après 3 ans 37.000 »
avant 3 ans 37.000 »

Lire :

Conducteur du Service des installations ou conducteur du Service des lignes :

1^{re} classe :

avant 3 ans 34.000 »
avant 3 ans 34.000 »

DÉCRET portant fixation, à titre provisoire, du régime des fonctionnaires, des agents et des employés appelés à servir en France.

(Du 26 août 1944).

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du commissaire aux finances, du commissaire aux affaires étrangères, du commissaire à l'intérieur et du commissaire aux colonies ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944 ;

Vu le décret du 20 juillet 1943 portant fixation des attributions du commissaire aux finances ;

Vu le décret du 29 décembre 1943 fixant le statut des agents temporaires des services centraux du Comité français de la Libération nationale ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1943, portant fixation du statut des employés temporaires ;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la pré-

sidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}.— Les dispositions suivantes seront applicables pendant un délai de six mois à compter de la promulgation du présent décret.

Art. 2.— Les fonctionnaires des cadres métropolitains ou coloniaux, les agents et employés actuellement rémunérés sur les fonds du Gouvernement provisoire de la République française ou sur les budgets locaux, lorsqu'ils sont appelés, à titre civil, à servir en France (à l'exception du département de la Corse) recevront, au moment de leur départ direct pour la France l'intégralité de leurs émoluments pour le mois en cours et pour le mois suivant.

A compter du premier jour du deuxième mois qui suivra leur départ, ils seront, à titre provisoire, jusqu'à leur affectation à un poste définitif, à leur retour à leur poste dans leur administration d'origine, ou leur licenciement selon les règles de leur statut, rémunérés dans les conditions prévues aux articles ci-après sans que ce délai puisse se prolonger au-delà de celui qui est prévu à l'article 1.

Art. 3.— Les fonctionnaires et agents métropolitains réfugiés ou évadés en Corse ou dans les territoires de la France d'outre-mer recevront en France continentale les traitements et accessoires de traitement sur les mêmes bases que les fonctionnaires de même grade et de même classe demeurés en France.

Art. 4.— Les fonctionnaires et agents des cadres métropolitains et coloniaux rémunérés sur les budgets coloniaux conserveront à la charge de ces budgets la totalité des émoluments afférents à leur emploi, à l'exception des indemnités de zone, et des indemnités représentatives de frais.

Ils feront connaître la somme (comprise entre 50 % et 80 % des traitements et indemnités accessoires de traitement) dont ils entendent recevoir le service en France. Cette somme sera réduite du traitement mandaté par leur ordonnateur habituel et elle leur sera versée en France au vu d'un titre spécial de paiement.

Art. 5.— Les agents et employés des services centraux du Gouvernement provisoire de la République française, qui bénéficient des rémunérations fixées par le décret du 29 décembre 1943 et l'arrêté du 31 décembre 1943 continueront, sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 2, à percevoir leur rémunération, à l'exclusion de la majoration algérienne de 33 % et des indemnités représentatives de frais. Ceux qui sont en service à Londres et qui bénéficient des rémunérations fixées par les arrêtés du 18 avril 1944 recevront en France et sous les mêmes réserves les 3/4 de leur rémunération convertie en francs.

Toutefois, ceux d'entre eux qui, avant leur intégration dans les cadres provisoires des services centraux, étaient fonctionnaires métropolitains ou coloniaux, auront à opter dans le délai d'un mois à compter de leur arrivée en France, entre le bénéfice des dispositions du présent article ou de celles des articles 3 ou 4 ci-dessus, et dans ce dernier cas leur intégration prendra fin.

Art. 6.— Les personnels visés à l'article 2 auront droit, à compter du lendemain du jour où ils auront quitté leur résidence à une indemnité journalière de déplacement et de séparation qui sera calculée dans les conditions suivantes :

				A partir du 61 ^e jour		
	Chef de famille dont la famille est restée dans les territoires d'outre-mer	Chef de famille dont la famille est en résidence dans la France métropolitaine Corse comprise	Autres agents	Chef de famille dont la famille est restée dans les territoires d'outre-mer	Chef de famille dont la famille est en résidence dans la France métropolitaine Corse comprise	Autres agents
Personnel dont le traitement de base est égal ou supérieur à 60.000 fr. ...	250	200	150	150	100	néant
Personnel dont le traitement de base est supérieur à 30.000 fr. et inférieur à 60.000 fr.....	200	160	120	120	80	néant
Personnel dont le traitement de base est égal ou inférieur à 30.000 fr.	150	120	90	90	60	néant

A cette indemnité s'ajoute pour les chefs de famille dont la famille est restée dans les territoires d'outre-mer, une majoration de 50 %, des allocations à caractère familial.

Le service des indemnités ou avantages définis ci-dessus, sera acquis aux intéressés pendant la durée de leur mission et dans la limite de délai d'application du présent décret tel qu'il est fixé par l'article 1.

Les traitements de base à retenir pour l'application de l'indemnité visée ci-dessus au personnel du Gouvernement provisoire de la République française sont, pour le personnel d'Alger, ceux qui figurent à l'arrêté du 12 janvier 1944 relatif au calcul de l'indemnité familiale et résidentielle de ce personnel.

Pour le personnel de Londres, sont classés dans la catégorie du personnel dont le traitement de base est égal ou supérieur à 60.000 francs; les agents d'un grade égal ou supérieur à celui de chef de service ou chef de cabinet. Les agents ayant grade de sous-chef de service ou chef de section sont classés dans la catégorie de personnel dont le traitement de base est supérieur à 30.000 francs et inférieur à 60.000 francs. Les autres agents ainsi que tous les employés sont classés dans la catégorie de personnel dont le traitement de base est égal ou inférieur à 30.000 francs.

Art. 7. — Les indemnités à caractère familial attribués aux personnels visés à l'article 2 du présent décret seront celles applicables au lieu où réside la famille.

Art. 8. — Lorsque les membres de la famille d'un fonctionnaire, agent ou employé en France à titre civil pour participer à la remise en place des services métropolitains, résident en zone encore occupée par l'ennemi, l'agent sera rémunéré sur la base fixée pour les célibataires, les indemnités auxquelles il pourrait avoir droit du chef de sa famille étant réservées pour être servies à celle-ci lors de la reprise des relations avec elle.

Si la famille de l'agent, séparée de celui-ci, réside en zone libérée ou dans les territoires de la France d'outre-mer, elle pourra recevoir, sur la demande de l'agent, directement :

1° - les suppléments de traitement à caractère familial et résidentiel selon le régime et les taux applicables au lieu où elle réside,

2° - le montant des indemnités de déplacement et de séparation visées à l'article 6,

3° - une délégation pouvant atteindre 50 % des traitements et accessoires de traitement.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République française.

Alger, le 26 août 1944.

HENRI QUEUILLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Commissaire aux Finances,

PIERRE MENDÈS-FRANCE.

Le Commissaire aux Affaires étrangères p. i.,

CATROUX.

Le Commissaire à l'Intérieur p. i.,

FRANÇOIS DE MENTHON.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Affaires sociales,

A. TIXIER.

DÉCRET modifiant le décret du 30 décembre 1912 fixant le régime financier des colonies.

(Du 26 août 1944.)

Le Gouvernement provisoire de la République française,
Sur le rapport du Commissaire aux Finances et du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 30 décembre 1912 fixant le régime financier des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française, pendant l'absence du général de Gaulle,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les articles ci-après du décret du 30 décembre 1912, tels qu'ils résultent du texte primitif ou des textes qui l'ont ultérieurement modifié, sont modifiés comme suit :

« Article 64. — Sont considérés comme appartenant à un exercice déterminé les droits acquis et les services faits du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice.

Ces dates peuvent être modifiées par décret contresigné par le ministre des colonies pour les services et établissements jouissant de l'autonomie financière et dont les opérations s'exécutent selon un cycle différent de celui de l'année civile. »

« Article 67. — La clôture de l'exercice est fixée, pour les recettes et les dépenses qui se perçoivent et qui s'acquittent, pour le compte des budgets généraux, locaux et annexes :

1^o au 20 mai de la seconde année, pour compléter les opérations relatives à la liquidation et au mandatement des dépenses :

2^o au 31 mai de la seconde année, pour compléter les opérations relatives au recouvrement des produits et au paiement des dépenses.

Dans le cas des services ou établissements jouissant d'une autonomie financière et pour lesquelles les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice, auraient été modifiées dans les conditions prévues à l'article 64 ci-dessus, les délais complémentaires seront également modifiés et fixés dans les mêmes conditions. »

« Article 87. — Les colonies non groupées ou les groupes de colonies constitués en Gouvernements Généraux peuvent recourir à des emprunts. Les emprunts sont décidés, délibérés et approuvés dans les mêmes conditions que le budget. Ils sont en outre approuvés par une loi si la garantie de l'Etat est demandée ou si un emprunt antérieur a déjà été garanti par l'Etat.

Sont assimilés à des emprunts les engagements d'une durée de plus de cinq ans comportant le paiement d'annuités d'un montant supérieur au vingtième de la moyenne des recettes ordinaires du budget constatées au cours des trois dernières années.

En ce qui concerne les engagements contractés en monnaie locale, le montant en francs des annuités susvisées doit être évalué en prenant comme taux de conversion le taux employé lors de l'établissement du dernier budget de la colonie intéressée. »

Ces emprunts peuvent être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par souscription publique avec faculté d'émettre des obligations négociables, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, par extension de l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886, aux conditions de ces établissements. »

« Article 99. — L'organisation administrative des services financiers est arrêtée par le Gouverneur, ou, dans les colonies groupées, par le Gouverneur Général en tout ce qui n'est pas prévu par les présentes dispositions. »

« Article 105. — Quand les circonstances l'exigent, les gouverneurs et les gouverneurs généraux peuvent instituer par arrêté des sous-ordonnateurs. Les arrêtés d'institution déterminent les attributions spéciales et le ressort territorial de chaque sous-ordonnateur ; ils désignent le comptable du trésor chargé du paiement des mandats émis par le sous-ordonnateur.

Les crédits sous-délégués sont notifiés par le trésorier-payeur au comptable ainsi désigné. »

Les fonctions de sous-ordonnateur peuvent être confiées au titulaire d'une fonction déterminée. »

« Article 124. — Les fonctions de receveur des communes d'hospices et d'établissements de bienfaisance sont de droit réunies à celle de préposé du Trésor ou de percepteur. Dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion et pour les communes où il n'existe pas de préposé du Trésor, les fonctions de receveur pourront être confiées provisoirement aux agents intermédiaires dits agents spéciaux en attendant la création de postes de préposé du Trésor.

Les percepteurs sont assujettis, pour chacune des comptabilités spéciales dont ils sont chargés, à des cautionnements particuliers dont le montant est fixé par le Gouverneur sur la proposition du trésorier-payeur de la colonie.

« Les cautionnements auxquels les préposés du Trésor sont assujettis, conformément à l'article 117 du présent décret, sont affectés à la garantie du Trésor des communes ou établissements proportionnellement au montant des émoluments nets payés par chacun d'eux.

« Les cautionnements sont, en outre, solidairement affectés aux diverses gestions dont un même comptable se trouve cumulativement chargé. »

« Articles 126, 127 et 128. — Les articles 126, 127 et 128 sont abrogés. »

« Article 149. — Quand les besoins du service l'exigent les Gouverneurs peuvent instituer des services de menues dépenses régis par économie, sous le contrôle de l'administration.

« Les régisseurs de ces services peuvent recevoir, sur mandat de l'ordonnateur du service local, des avances dont le maximum est fixé dans chaque cas par l'arrêté d'institution. Les régisseurs doivent produire au comptable du Trésor, dans le délai d'un mois, les quittances des créanciers réels. Ce délai peut être élevé, sur l'avis conforme du comptable du Trésor, jusqu'à trois mois au maximum, dans les cas exceptionnels où l'éloignement et la difficulté des communications justifieraient cette mesure.

« Il ne peut être fait de nouvelles avances avant l'entière justification des précédentes qu'autant que les sommes dont l'emploi resterait à justifier, réunies au montant de nouvelles avances, n'excéderaient pas le maximum fixé par arrêté. »

« Article 151. — Dans les localités éloignées de la résidence des comptables du Trésor, lorsque l'importance des opérations à effectuer ne justifie pas la création d'un poste de préposé du Trésor, les Gouverneurs peuvent instituer temporairement, et sous réserve de l'approbation ultérieure du ministre des colonies, des agents intermédiaires, dits agents spéciaux, chargés du recouvrement des impôts, revenus et produits locaux et du paiement des dépenses locales.

« Les arrêtés d'institution déterminent, pour chaque agence spéciale, le montant de la provision, le délai maximum imparti pour la production des pièces justificatives et la circonscription territoriale de l'agence. »

« Article 194. — Si le débiteur est un fonctionnaire, l'avis de dette est transmis par la voie hiérarchique et le recouvrement en est poursuivi à la diligence des liquidateurs ou ordonnateurs dans la forme prescrite par les règlements sur la solde.

La remise totale ou partielle de dette des fonctionnaires envers le service local est accordée par le gouverneur ou le gouverneur général selon que le recouvrement intéresse le

budget d'une colonie ou celui d'un groupe de colonies. Si la dette excède 50.000 francs la remise doit être approuvée, soit par le gouverneur général s'il s'agit du budget d'une colonie appartenant à un groupe de colonies, soit par le ministre des colonies dans tout autre cas. »

« Article 199. — Il est procédé, pour les restes à recouvrer sur ordre de recette ou de reversement, comme il est indiqué à l'article 189 ci-dessus.

Les remises totales ou partielles de dette envers le service local, recouvrables sur ordre de recette ou de reversement peuvent être accordées à titre gracieux aux redevables autres que les fonctionnaires ou les comptables dans les conditions prévues à l'article 194 ci-dessus.

Les fournisseurs et entrepreneurs restent soumis aux dispositions spéciales qui régissent leurs rapports avec l'Etat ou avec la colonie. »

« Article 204. — L'article 204 est abrogé. »

« Article 206. — Les trésoriers-payeurs ne peuvent constater de dépenses dans leur comptabilité, pour le service local que sur mandats délivrés par les ordonnateurs, dans la limite des crédits régulièrement ouverts et du montant des fonds du service local, les provisions comprises. »

« Article 214. — L'article 214 est abrogé. »

« Article 419. — Les agents intermédiaires du service local (collecteurs de menues recettes, régisseurs de caisses d'avances, agents spéciaux) sont responsables des deniers publics déposés dans leur caisse.

En cas de vol ou de perte de fonds résultant de force majeure ils ne peuvent obtenir leur décharge qu'en produisant les justifications exigées par les règlements de leur service et en vertu d'un arrêté du gouverneur, ou du gouverneur général, dans les colonies groupées, si le déficit ne dépasse pas 50.000 francs et en vertu d'un arrêté du ministre des colonies si le déficit excède 50.000 francs. »

« Article 420. — Les remises totales ou partielles de débet sont accordées par arrêté du gouverneur ou du gouverneur général dans les colonies groupées, si le montant du débet ne dépasse pas 50.000 francs. Elles sont accordées par arrêté du ministre des colonies dans le cas contraire. »

Art. 2. — Les mesures qui, aux termes du décret du 30 décembre 1912 et des textes qui l'ont modifié ultérieurement, doivent être prises par le gouverneur en conseil, sont décidées par le gouverneur en tout ce qui ne concerne pas l'arrêté des budgets locaux, les crédits supplémentaires, l'établissement de l'assiette, la quotité ou le mode de perception des impôts ou redevances de toute nature et, dans les colonies autres que celles des Antilles et de la Réunion, la fixation des dépenses obligatoires des communes, l'arrêté des budgets et des comptes communaux ou de leurs modifications, l'autorisation des emprunts communaux.

Art. 3. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Alger, le 26 août 1944.

HENRI QUEUILLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 768 co., rendant exécutoire le rôle principal, de l'impôt des routes et des 20 décimes additionnels, de la Commune de Papeete, pour l'exercice 1944.

(Du 8 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 953 s. g. du 29 décembre 1943 approuvant le tarif des taxes locales pour l'année 1944 ;

Sur le rapport du Chef du Service des Contributions,

Le Conseil Privé entendu le 7 novembre 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendu exécutoire le rôle principal, exercice 1944, de l'impôt des routes et des 20 décimes additionnels, de la Commune de Papeete, s'élevant à la somme de : *Deux cent quatre vingt seize mille deux cent quatre vingt treize francs*, savoir :

Impôt des routes.....	98.600 »
20 décimes additionnels.....	197.200 »
Avis.....	493 »
Total.....	<u>296.293 »</u>

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 novembre 1944.

ORSELLI.

DÉCISION n° 769 i.p., nommant la Commission de surveillance et de correction des épreuves du C. E. P. E. pour les filles des écoles de Papeete, année 1944.

(Du 8 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 154 i.p. du 9 février 1938 réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La Commission de surveillance et de correction des épreuves du C.E.P.E. pour les filles des écoles de Papeete, année 1944, est composée comme suit :

M.	Gillot, Chef du Service de l'Enseignement,	<i>Président ;</i>
M ^{mes}	Gillot Suzanne, institutrice du C.M.,	<i>Membre ;</i>
	Moureaux Jeanne, institutrice du C.M.,	—
	Fotius Christiane, maîtresse ouvrière du cadre algérien,	—
	Cook Anna, directrice de l'Ecole protestante des jeunes filles,	—
	Toscer, institutrice libre à l'Ecole des Sœurs	—
	Perrier, institutrice à l'Ecole protestante des garçons,	—

M^{mes} Praud Yvette, adjointe à l'Ecole centrale, —
 Maua Pauline, adjointe à l'Ecole communale de Paofai, —
 M. M. Moureaux Georges, instituteur du C.M., —
 Fotius Armand, directeur de l'Ecole communale de la Gendarmerie, —
 Krauser Siméon, adjoint à l'Ecole communale de la Gendarmerie, —
 Talvat, directeur de l'Ecole des Frères, —
 Tauru Tauraa, directeur de l'Ecole communale de la Mairie, —
 Raoulx Roger, adjoint à l'Ecole centrale, —

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 novembre 1944.
 ORSELLI.

DÉCISION n° 770 i. p., nommant la Commission de surveillance et de correction des épreuves du C.E.P.E. pour les garçons des écoles de Papeete, année 1944.

(Du 8 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 154 i. p. du 9 février 1938 réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La Commission de surveillance et de correction des épreuves du C.E.P.E. pour les garçons des écoles de Papeete, année 1944, est composée comme suit :

M. Gillot, Chef du Service de l'Enseignement,	Président ;
M ^{mes} Gillot Suzanne, institutrice du C.M.,	Membre ;
Moureaux Jeanne, institutrice du C.M.,	—
Fotius Christiane, maîtresse ouvrière du cadre algérien,	—
Terorotua Madeleine, directrice de l'Ecole communale de Paofai,	—
Cook Anna, directrice de l'Ecole protestante des jeunes filles,	—
Toscer, institutrice libre de l'Ecole des Sœurs,	—
Yorss Johanna, institutrice libre de l'Ecole protestante des jeunes filles,	—
Praud Yvette, adjointe à l'Ecole centrale,	—
Maua Pauline, adjointe à l'Ecole communale de Paofai,	—
M. M. Moureaux Georges, instituteur du C.M.,	—
Maoni René, adjoint à l'Ecole communale de la Gendarmerie,	—
Talvat, directeur de l'Ecole des Frères,	—
Tauru Tauraa, directeur de l'Ecole communale de la Mairie,	—
Raoulx Roger, adjoint à l'Ecole centrale,	—

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 novembre 1944.
 ORSELLI.

DÉCISION n° 771 i. p., nommant la Commission de surveillance et de correction des épreuves du B. E. pour les écoles de Papeete, année 1944.

(Du 8 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 154 i. p. du 9 février 1938 réorganisant l'Instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La commission de surveillance et de correction des épreuves du B. E. pour les écoles de Papeete, année 1944, est composée comme suit :

M. de Monlezun, Procureur de la République,	Président ;
M ^{mes} Gillot Suzanne, institutrice du C. M.,	Membre ;
Moureaux Jeanne, institutrice du C. M.,	—
Fotius Christiane, maîtresse ouvrière du cadre algérien,	—
Charon Jacqueline, adjointe à l'Ecole centrale,	—
Terorotua Madeleine, directrice de l'Ecole communale de Paofai,	—
Toscer, institutrice libre de l'Ecole des Sœurs,	—
Cook Anna, directrice de l'Ecole protestante des jeunes filles,	—
MM. Gillot Roger, Chef du Service de l'Enseignement,	—
Moureaux Georges, instituteur du C. M.,	—
Fotius Armand, directeur de l'Ecole Communale de la Gendarmerie,	—
Ahne, directeur de l'Ecole protestante des garçons,	—
Talvat, directeur de l'Ecole des Frères,	—
Tauru Tauraa, directeur de l'Ecole communale de la Mairie,	—
Raoulx Roger, adjoint à l'Ecole centrale,	—

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 8 novembre 1944.
 ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 777 s., portant fermeture de la tuerie particulière Lai Yong C. I. n° 5367, sise à Pirae.

(Du 8 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 2204/a. g. f. réglementant l'hygiène et la salubrité publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la lettre n° 594 du 8 novembre 1944 du Médecin, Chef du Service d'Hygiène,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La tuerie particulière Lai Yong C. I. n° 5367 sise au district de Pirae, est fermée à compter du 11 novembre 1944.

Art. 2. — Le propriétaire prendra, sous le contrôle du Service

d'Hygiène, toutes dispositions nécessaires pour procéder à la mise hors d'état de nuire de tous les détritus, déchets et eaux stagnantes existant autour de la tuerie.

Art. 3. — Les appentis servant actuellement de tuerie seront démolis. Les parcs à animaux seront remis en état et tenus en parfait état de propreté.

Art. 4. — La réouverture de la tuerie pourra être autorisée dans les conditions prévues au règlement d'hygiène.

Art. 5. — Le Chef du Service de la Sûreté et le Médecin, Chef du Service d'Hygiène, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 novembre 1944.

ORSELLI.

DÉCISION n° 779 d., reclassant deux agents du cadre métropolitain des brigades des Douanes.

(Du 9 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la note du Commissaire aux Finances du 16 mai 1944, n° 48.962 FI/DI et les actes dits « décret du 13 novembre 1941 » et « arrêté du 25 mars 1942 » ;

Vu les instructions du Commissaire aux Colonies relatives à l'exécution des prescriptions du Commissaire aux Finances ;

Vu le décret du 24 décembre 1927 fixant les statuts du personnel des services extérieurs de l'administration des Douanes tel qu'il a été complété ou modifié par les textes subséquents ;

Vu les décrets des 8 avril 1938 et 10 mars 1939 créant un cadre spécialisé des sous-officiers et agents des brigades des douanes ;

Vu le décret du 2 mars 1912 formant statut du personnel des Douanes coloniales et notamment l'article 4 de ce statut ;

Sur la proposition du Chef du Service des Douanes et l'avis conforme du Chef du Cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'agent spécialisé de 3^e classe du cadre métropolitain des brigades des Douanes, Bocher Emile, est reclassé comme suit :

— Préposé de 4^e classe du cadre unique des brigades des Douanes, pour compter du 1^{er} octobre 1941 ;

— Préposé de 1^{re} classe dudit cadre pour compter du 1^{er} janvier 1942 ;

— Préposé de classe exceptionnelle du même cadre pour compter du 1^{er} janvier 1944.

Art. 2. — Le préposé de 3^e classe du cadre métropolitain des brigades des Douanes, Fardègue Jean, est reclassé comme ci-après :

— préposé de 6^e classe du cadre unique des brigades des Douanes pour compter du 1^{er} octobre 1941 ;

— Préposé de 4^e classe de ce cadre, à compter du 1^{er} janvier 1942 ;

— Préposé de 3^e classe de ce cadre, à compter du 1^{er} décembre 1942 ;

— Préposé de 2^e classe de ce cadre, pour compter du 1^{er} décembre 1944 ;

Art. 3. — Ces reclassements auront effet en ce qui concerne l'ancienneté dans la classe pour compter des dates sus-indiquées ; toutefois, leur effet pécuniaire sera limité au 1^{er} janvier 1944.

Art. 4. — Le Chef du Cabinet du Gouverneur, le Secrétaire Général, le Trésorier-Payeur et le Chef du Service des Douanes sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera,

Papeete, le 9 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 780 a. p., habilitant M. Colombani (Ambroise) au contrôle des prix de vente de la viande de boucherie et des produits de charcuterie.

(Du 10 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 août 1937 relatif à la répression de la hausse des prix ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 et le décret du 2 mai 1939 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre ;

Vu le décret du 18 mai 1940 portant application aux Etablissements français de l'Océanie de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, notamment en son article 3 ;

Vu l'arrêté du 8 novembre 1943 interdisant la vente de la viande les lundi et vendredi, sauf le porc et les 5^e quartiers ;

Vu le procès-verbal de la séance de la commission des prix du 18 septembre 1944 ;

Vu l'accord de la Municipalité de Papeete et du Groupement des Eleveurs de Tahiti consignés dans les lettres n° 752 du Maire de la Commune de Papeete et n° 361 du Président du Groupement,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Colombani (Ambroise), agent auxiliaire du Service Local et membre du bureau du Groupement des Eleveurs de Tahiti est désigné pour contrôler les prix de vente de la viande de boucherie et des produits de charcuterie sur le Marché de Papeete et dans les boucheries et charcuteries de la ville.

Il exerce ce contrôle concurremment avec les agents déjà désignés à cet effet.

Art. 2. — En cette qualité, M. Colombani (Ambroise) est habilité à dresser des procès-verbaux et à faire toutes constatations et enquêtes utiles concernant les infractions :

1°) aux textes interdisant la vente de la viande certains jours de la semaine ;

2°) aux décisions de la Commission de Surveillance des prix relatives à la fixation des prix de vente de la viande de boucherie et éventuellement des produits de charcuterie.

Art. 3. — Avant d'entrer en fonctions, M. Colombani prêtera le serment prescrit par la loi.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 novembre 1944.

ORSELLI.

DÉCISION n° 791 i.s.l.v., portant relèvement du traitement alloué à M. Ehu Tetuanui, Secrétaire de Mairie de la Commune mixte d'Uturoa.

(Du 13 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 17 décembre 1931 créant et organisant la commune mixte d'Uturoa ;

Vu l'arrêté du 29 avril 1932 déterminant le régime financier de la Commune mixte d'Uturoa ;

Vu la décision n° 231 i.s.l.v. du 7 août 1941, nommant M. Ehu Tetuanui, aux fonctions de Secrétaire de Mairie de la Commune mixte d'Uturoa ;

Vu la décision n° 44 i.s.l.v. du 12 janvier 1944 fixant à nouveau le traitement de M. Ehu Tetuanui ;

Vu la délibération de la Commission municipale d'Uturoa en date du 23 octobre 1944 ;

Sur la proposition de l'Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont abrogées les dispositions de la décision n° 44 i.s.l.v. du 12 janvier 1944, susvisée.

Art. 2. — Pour compter du 1^{er} juillet 1944 le traitement de M. Ehu Tetuanui est porté à *vingt deux mille huit cents francs* l'an, décomposé et imputable ainsi qu'il suit :

Chap. 2, art. 1 - (Secrétaire de Mairie).....	21.000 »
Chap. 2, art. 2 - (Chargé des travaux municipaux).....	1.800 »
Total.....	<u>22.800 »</u>

Art. 3. — Une indemnité de charges de famille calculée à raison de *Mille deux cents francs* l'an, sera acquise à l'intéressé à compter du jour de la naissance de son enfant.

La dépense sera imputable au chapitre 2, article 1 du Budget municipal.

Art. 4. — L'Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 novembre 1944.

ORSELLI.

DECISION n° 795 co., rapportant la décision n° 718/co. du 9 octobre 1944 retirant à un commerçant sa licence de 1^{re} classe pour la vente de boissons à emporter.

(Du 16 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 14 décembre 1936 fixant le régime des licences de fabrication et de commerce des boissons alcooliques ou d'alimentation dans les Etablissements français de l'Océanie et en particulier les articles 10 et 21 de ce décret ;

Vu la décision n° 718/co. du 9 octobre 1944 ;

Sur la proposition du Chef du Service des Contributions,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est rapportée à compter du 24 novembre 1944 la décision n° 718/co. du 9 octobre 1944 qui a retiré à M. Guong Dan C.I. n° 2489 sa licence de 1^{re} classe de marchand en gros ou en détail de boissons alcooliques, de boissons d'alimentation et hygiéniques à emporter.

Art. 2. — Le Chef du Service des Contributions est chargé de

l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 novembre 1944.

ORSELLI.

DECISION n° 796 c., affectant le Médecin-capitaine Rosmorduc (Louis) aux Iles Marquises.

(Du 18 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le Médecin-capitaine Rosmorduc (Louis) est affecté aux Iles Marquises pour y servir uniquement en qualité de médecin de cet archipel, en remplacement du Médecin-capitaine Henric, qui, jusqu'à nouvel ordre, continuera à assurer les fonctions de Chef de Circonscription des Iles Marquises.

Le Chef du Service de Santé fixera par ordre de service les attributions du Médecin-capitaine Rosmorduc ainsi que le programme des tournées qu'il aura à effectuer dans l'archipel des Iles Marquises.

Art. 2. — Le Médecin-capitaine Rosmorduc s'embarquera à destination des Iles Marquises par première occasion (goëlette Moana).

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

DECISION n° 798 c., accordant une permission d'absence de deux mois à passer au chef-lieu à un commis de 1^{re} classe du cadre local des P.T.T. en résidence à Taiohae (Marquises).

(Du 18 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068/a.g.f. du 29 octobre 1936 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu la décision n° 803/c du 22 août 1939 portant affectation de M. Terahitiarii Aunoo commis des P.T.T. à Taiohae ;

Vu la demande faite par M. Aunoo d'une permission de deux mois à passer au chef-lieu pour affaires personnelles et l'avis favorable donné par le Chef du réseau local de T.S.F. et le Chef du Service des P.T.T. ;

Vu le décret du 1^{er} août 1944 relatif aux congés de convalescence et permissions d'absence pouvant être accordés aux fonctionnaires des services coloniaux pendant la durée des hostilités

Sur la proposition du Chef du Service des Postes, Télégraphe ; et Téléphones ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Une permission d'absence d'une durée totale de deux mois à passer à Tahiti est accordée à M. Terahitiarii Aunoo, commis de 1^{re} classe du cadre local des P.T.T. en résidence à Taiohae (Marquises) à compter du jour de son débarquement à Papeete.

Cette permission ne donne pas droit à la gratuité du transport ni à l'allocation d'indemnité de déplacement.

M. Aunoa devra rejoindre son poste d'affectation par la première occasion qui se présentera après l'expiration de sa permission.

Art. 2. — Pendant son absence M. Aunoa sera remplacé dans ses fonctions d'opérateur de T.S.F., de gérant de comptes du Trésor, de chargé du bureau de poste, de secrétaire d'état civil et de chef de la station météorologique par M. Doom Forest, infirmier de 1^{re} classe du cadre local en service à Taiohae.

M. Doom percevra pour ces diverses fonctions les indemnités prévues par les règlements en vigueur.

Art. 3. — La passation de service entre MM. Aunoa et Doom aura lieu dans les formes réglementaires.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

DÉCISION n° 799 s.g. portant admission du sieur Teaturua a Avae à l'Asile des Vieillards de Papeete, au titre des indigents du Service Local.

(Du 18 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 245/s. g. du 11 mars 1932 réorganisant le fonctionnement du Service de Santé dans les Etablissements français de l'Océanie et notamment ses articles 67 à 70;

Considérant que le sieur Teaturua a Avae, âgé de 72 ans impotent, sans ressources et sans famille est dans les conditions requises pour être assisté,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Le sieur Teaturua a Avae, vieillard indigent, est admis à l'Asile des Vieillards de Papeete au titre des indigents du Service Local.

Art. 2. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 801 s. g., modifiant et complétant l'article 2 de l'arrêté n° 77 a.p.e. du 26 janvier 1940 qui fixe à nouveau le montant des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel par les voyageurs débarquant dans les Etablissements français de l'Océanie, déterminant les modalités de versement de ces dépôts et portant abrogation des articles 3 et 4 de l'arrêté en question.

(Du 18 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 27 avril 1939 réglementant les conditions d'admission des Français et Etrangers dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté n° 77/a.p.e. du 26 janvier 1940 fixant le montant

des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel par les voyageurs débarquant dans les Etablissements français de l'Océanie;

Sur la proposition du Secrétaire Général;

Le conseil privé entendu le 17 novembre 1944.

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'article 2 de l'arrêté n° 77/a.p.e. du 26 janvier 1940 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art 2. — Le tarif des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel par les Français et Etrangers autorisés à débarquer dans les Etablissements français de l'Océanie, non détenteurs d'un billet de retour ou pour une destination au delà de Tahiti est établi par provenance comme ci-après :

Etats-Unis d'Amérique.....	11.000 »
Nouvelle-Zélande (via Makatea).....	4.000 »
Australie (via Makatea).....	6.000 »
Fiji (direct).....	4.000 »
Nouméa (direct).....	8.000 »

« Pour les enfants au-dessous de 12 ans les sommes ci-dessus seront réduites de moitié.

« Les dépôts à effectuer par les voyageurs en provenance d'autres contrées feront l'objet sur demandes formulées soit directement, soit par l'intermédiaire de l'autorité consulaire française dans le pays d'origine des requérants, de décisions spéciales du Gouverneur qui tiendront compte le cas échéant des tarifs de transport, des frais de voyage, transit et autres, que pourrait entraîner le rapatriement éventuel des intéressés.

« Ces sommes seront, avant leur départ du port d'embarquement, transférées par les déposants à la Banque de l'Indochine à Papeete. Elles ne pourront être retirées que sur autorisation du Gouverneur, soit pour être versées au Trésor, soit que leurs possesseurs quittent la colonie ou qu'ils remplissent les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 26 janvier 1940, nécessaires pour obtenir le remboursement de la consignation ».

Art. 2. — Les articles 3 et 4 de l'arrêté 77 a. p. e. susvisé sont abrogés.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 803 i.s.l.v., portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget de la Commune mixte d'Uturoa pour l'Exercice 1944.

(Du 18 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 17 décembre 1931 créant et organisant la Commune mixte d'Uturoa;

Vu l'arrêté du 29 avril 1932 déterminant le régime financier de la Commune mixte d'Uturoa;

Vu la délibération de la Commission municipale d'Uturoa en date du 23 octobre 1944;

Sur le rapport de l'Administrateur-Maire de la Commune mixte d'Uturoa ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 17 novembre 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il est ouvert au Budget de la Commune mixte d'Uturoa, pour l'Exercice 1944, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme de *Quatre mille neuf cents francs* (4.900 fr.) répartis ainsi qu'il suit :

Chapitre 2. — Personnel.

Article 1 - Secrétaire de Mairie.....	2.200 »
Article 2 - Chargé des travaux municipaux.	300 »
Article 4 - Médecin municipal.....	2.400 »
Total.....	<u>4.900 »</u>

Il sera pourvu à la réalisation de ces crédits au moyen des ressources ordinaires du Budget et notamment de l'excédent de recettes constaté du Chapitre 1^{er}, article 1^{er} (Octroi de mer) du Budget des recettes.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 804 j., accordant dispense d'actes de naissance au Quartier-Maitre Mécanicien Prufer Jean, Lucien, Joseph et à la Demoiselle Vigor Renée.

(Du 18 novembre 1944.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 45 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 17 novembre 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée au Quartier-Maitre Mécanicien Prufer, Jean, Lucien, Joseph, matricule 496-T-36 de la 23^{me} Flotille de M.T.B., né le 8 février 1920 à Metz (Moselle), fils de Jean et de Eugénie Maechler, à l'effet de contracter mariage avec la demoiselle Vigor Renée.

Art. 2. — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la Demoiselle Vigor Renée, née le 24 janvier 1921, à Evreux (Eure), fille de Robert, Henri et de Léonie Trémouille, à l'effet de contracter mariage avec le Quartier-Maitre Mécanicien Prufer Jean, Lucien, Joseph.

Art. 3. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'Etat civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 4. — Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

DÉCISION n° 805 e., prorogeant le délai de déclaration d'une succession.

(Du 18 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la lettre de M^e Hoppenstedt, en date du 9 octobre 1944 ;

Vu l'article 80 de l'arrêté organique de l'enregistrement du 15 novembre 1873 ;

Sur le rapport du Chef de Service ;

Le conseil privé consulté le 17 novembre 1944,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est prorogé, jusqu'au 13 avril 1945, le délai de déclaration de la succession de M. Albert Frébault, décédé à Pirae-Pare, le 13 avril 1944.

Art. 2. — La pénalité est réduite à un pour cent des droits simples et par mois ou fraction de mois, en sus du délai de six mois.

Art. 3. — Le Chef du Service de l'Enregistrement est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

DÉCISION n° 806 e., prorogeant le délai de déclaration d'une succession.

(Du 18 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la lettre de M^e Ahnne pour M^{me} V^{ve} A. Rahanai et consorts en date du 10 octobre 1944 ;

Vu l'article 80 de l'arrêté organique de l'enregistrement du 15 novembre 1873 ;

Sur le rapport du Chef de Service ;

Le conseil privé consulté le 17 novembre 1944,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est prorogé jusqu'au 16 octobre 1945 le délai de déclaration de la succession de M. Outu a Pua, décédé à Papara, le 16 avril 1944.

Art. 2. — La pénalité est réduite à un pour cent des droits simples et par mois ou fraction de mois, en sus du délai de six mois.

Art. 3. — Le Chef du Service de l'Enregistrement est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 807 p.t.t., fixant à partir du 1^{er} novembre 1944 le taux de conversion du franc-or à appliquer pour l'établissement des taxes télégraphiques.

(Du 18 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents :

Vu le télégramme n° 361/SP du 25 octobre 1944 de Paris, de Monsieur le Commissaire aux Colonies ;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones ;

Le Conseil Privé entendu dans sa séance du 17 novembre 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A partir du 1^{er} novembre 1944, le taux de conversion du franc-or est fixé comme suit :

a) pour les télégrammes échangés entre la France et les colonies empruntant les voies entièrement françaises, le taux de conversion est fixé à huit (au lieu de 11,4) ;

b) pour les télégrammes échangés avec l'étranger, la France et ses colonies en empruntant les voies étrangères, le taux de conversion est ramené de 16,5 (seize virgule cinq) à 16 (seize).

Art. 2. — Le Chef du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 808 s.g., *annulant les crédits restés sans emploi au titre du budget local exercice 1943.*

(Du 18 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les crédits du budget local, exercice 1943, qui n'ont pas été employés par les paiements effectifs ou par un transport au compte des restes à payer, sont annulés pour une somme de : *Huit millions sept cent cinquante et un mille cent soixante-sept francs trente-trois centimes* (8.751.167 frs. 33), se décomposant comme suit :

Chapitre 1 ^{er} . — Dettes exigibles	117.984 82
— 2. — Gouvernement (personnel)	191.046 05
— 3. — — (matériel)	154.545 70
— 4. — Service d'administration générale et des finances (personnel)	724.352 85
— 5. — — (matériel)	44.103 89
— 6. — Services financiers (personnel)	185.776 91
— 7. — — (matériel)	28.101 14
— 8. — Dépenses des exploitations industrielles (personnel)	432.289 67
— 9. — — (main-d'œuvre)	623.859 25
— 10. — — (matériel)	1.326.586 21
— 11. — Service d'intérêt social et économique (personnel)	747.576 14
— 12. — — (matériel)	2.176.424 18
— 13. — Dépenses diverses (personnel)	70.144 14
— 14. — — (matériel)	733.543 34
— 15. — Dépenses secrètes	4.000 »
— 16. — Dépenses imprévues	207.873 23
— 18. — Dépenses extraordinaires	985.959 81
Total	<u>8.751.167 33</u>

Art. 2. — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1944.

ORSELLI.

DÉCISION n° 818 s., *portant modification à l'article 1^{er} de la décision n° 605/s. du 16 août 1944 qui porte désignation de membres de la Commission spéciale de Réforme de Papeete.*

(Du 21 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 604/s. du 16 août 1944 réorganisant le Centre spécial de Réforme et la Commission de Réforme militaires des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la décision n° 796/c. du 18 novembre 1944 affectant le Médecin-Capitaine Rosmorduc aux Iles Marquises ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La composition de la Commission spéciale de Réforme est ainsi fixée :

Le Médecin-Commandant Massal, Chef du Service de Santé,	<i>Président ;</i>
Le Médecin-Commandant Rollin,	<i>Membre ;</i>
Le Lieutenant Lavoye,	—
Le Sous-Lieutenant Georges,	—

Art. 2. — Sans changement.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 817 c., *accordant un sursis à la tuerie particulière Lai Yong C. I. n° 5367, sise à Pirae.*

(Du 21 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 777/s. du 8 novembre 1944, portant fermeture de la tuerie particulière de Lai Yong C. I. n° 5367, sise à Pirae ;

Vu l'engagement formel pris par l'intéressé de reconstruire sans délai une nouvelle tuerie conforme aux règlements d'hygiène,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 777/s. du 8 novembre 1944 est reportée jusqu'au 15 décembre 1944.

Art. 2. — Avant cette date la tuerie particulière Lai Yong C. I. n° 5367 devra être aménagée dans les conditions prévues par le règlement d'hygiène.

Un rapport sera établi à cette date par le Médecin, Chef du Service d'Hygiène.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 823 s. g., portant ouverture des Délégations Economiques et Financières en session ordinaire de l'année 1944 et fixant la durée de cette session.

(Du 24 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1932 instituant des Délégations Economiques et Financières dans la Colonie;

Vu les décrets des 17 mai, 6 novembre 1935 et 10 juin 1938 modifiant le décret du 1^{er} octobre 1932;

Sur le rapport du Secrétaire Général;

Le Conseil Privé entendu le 24 novembre 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les Délégations Economiques et Financières se réuniront en session ordinaire le Vendredi 15 décembre 1944 à huit heures dans la salle de l'Ecole Communale près la Mairie de Papeete.

Art. 2. — La date de la clôture de cette session est fixée au 31 décembre 1944.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 826 a. p., ouvrant une souscription permanente au profit de l'Entr'aide Française pour la Libération.

(Du 25 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'ordonnance du 8 février 1944 constatant la nullité de l'acte dit « loi du 4 octobre 1940 » relatif au secours national et réorganisant cette œuvre sous le nom de « Entr'aide Française pour la Libération »;

Vu la dépêche ministérielle n° 6955 du 14 juin 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Une souscription permanente est ouverte dans les Etablissements français de l'Océanie au profit de l'Entr'aide Française pour la Libération pour venir en aide aux populations de la Métropole éprouvée par la guerre et ses suites.

Art. 2. — Les souscriptions particulières et les dons en espèces sont acceptés par toutes les caisses publiques de la colonie.

Ces dons et souscriptions peuvent être recueillis également par telles personnalités ou tels groupements habilités par le Gouverneur à cet effet et qui auront l'obligation d'en verser le montant au Trésor.

Art. 3. — Les fonds sont centralisés par le Trésorier Payeur de

la colonie et constatés en recettes au compte hors budget approprié. Ils seront transférés au Comité central de l'Entr'aide Française pour la Libération sur décision du Gouverneur.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 novembre 1944.

ORSELLI.

ARRÊTÉ n° 829 c., portant réorganisation administrative des Iles Marquises.

(Du 27 novembre 1944).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 19 mai 1903 relatif à l'organisation de la colonie et des archipels;

Vu l'arrêté n° 63 a.g.f. du 28 janvier 1935 portant réorganisation administrative de l'archipel des Marquises, modifié par l'arrêté n° 962 a.g.f. du 15 novembre 1935;

Vu l'arrêté n° 330 c. du 1^{er} mai 1935 fixant le nombre des circonscriptions administratives de la colonie et indiquant l'effectif du personnel nécessaire à l'administration de ces circonscriptions;

Vu l'arrêté n° 961 a.g.f. du 15 novembre 1935 donnant aux fonctionnaires chargés de l'administration dans les îles, les titres de « Chef de Circonscription administrative » ou de « Chef de Poste administratif »;

Le conseil privé entendu le 27 novembre 1944,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Chef-lieu de la Circonscription administrative des Iles Marquises est transféré à Papeete ainsi que la résidence du Chef de Circonscription.

Art. 2. — La Circonscription administrative des Iles Marquises comprend deux Subdivisions ayant chacune à leur tête un Chef de Poste administratif :

- 1°) Subdivision des Iles Marquises du Nord,
- 2°) Subdivision des Iles Marquises du Sud.

Ces Chefs de Poste administratif sont placés sous l'autorité directe d'un Chef de Circonscription désigné par décision du Gouverneur.

La Subdivision des Iles Marquises du Nord a son chef-lieu à Taiohae. Elle comprend les îles Nuku-Hiva, Ua-Uka, Ua-Pou, Hanae ainsi que les îlots voisins de ces îles.

La Subdivision des Iles Marquises du Sud a son chef-lieu à Atuona. Elle comprend les îles Hiva-Oa, Motane, Tahuata, Fatu-Hiva ainsi que les îlots voisins de ces îles.

Art. 3. — Le ressort de la Justice de Paix à compétence ordinaire ayant son siège à Taiohae continuera à s'étendre à tout l'archipel des Iles Marquises.

Les fonctions de Juge de Paix à compétence ordinaire de l'archipel des Iles Marquises seront exercées par le Chef de la Circonscription administrative des Iles Marquises ou, en cas d'empêchement, par le Chef de Poste administratif de la Subdivision des Iles Marquises du Nord.

Art. 4. — Le Service médical de tout l'archipel est assuré par un médecin militaire ou un médecin du service local résidant à Atuona.

Ce médecin est placé, au point de vue purement technique, sous l'autorité du Chef du Service de Santé. Au point de vue administratif il est placé sous l'autorité directe du Chef de Circonscription.

Toute la correspondance administrative adressée au Médecin des Iles Marquises ou envoyée par lui doit passer sous le couvert du Chef de Circonscription.

Le Service médical des Iles Marquises conserve les formations :

Atuona (Hiva-Oa),
Taiohae (Nuku-Hiva),
Omoa (Fatu-Hiva),
Hakahau (Ua-Pou).

Art. 5. — Les gérances de comptes du Trésor organisées à Taiohae et Atuona sont assurées pour chacune par un agent désigné par le Gouverneur, et continuent à fonctionner dans les conditions fixées par l'arrêté du 10 avril 1931.

Art. 6. — Les bureaux de poste de Taiohae et d'Atuona restent ouverts au trafic postal et télégraphique dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

Art. 7. — Le fonctionnement des stations météorologiques de Taiohae et d'Atuona est assuré par un agent désigné par le Gouverneur.

Art. 8. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui prendra effet à compter du 10 décembre 1944 et qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 novembre 1944.

ORSELLI.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET

1. — *Par décision n° 788 du 13 novembre 1944.* — La démission de M^{me} Pomare (Elvina), épouse Boucard, agent auxiliaire de 2^e catégorie, 19^e degré de base, est acceptée à compter du 7 novembre 1944.

2. — *Par décision n° 789 du 13 novembre 1944.* — La démission de M. Adams (Paul), agent de police auxiliaire à titre temporaire, est acceptée à compter du 16 novembre 1944.

3. — *Par arrêté n° 790 du 13 novembre 1944.* — Sont nommés, instituteur et institutrice stagiaires du cadre local, pour compter du 1^{er} janvier 1945, au titre de l'ancienneté et de la solde, les agents auxiliaires dont les noms suivent :

M. Doom (Eugène), titulaire du brevet local d'enseignement et du certificat d'aptitudes pédagogiques, agent auxiliaire de 2^e catégorie, 13^e degré, instituteur à l'école de Mataura (Tubuai).

M^{me} Nimau (Nadia), épouse Blanchard, titulaire du brevet local d'enseignement et du certificat d'aptitudes pédagogiques, agent auxiliaire de 2^e catégorie, 21^e degré, institutrice à l'école de Pirae.

4. — *Par décision n° 792 du 15 novembre 1944.* — L'allocation mensuelle de 800 frs payée à M. Temaeva Anahoa, traducteur du journal tahitien "Te Vea Maohi" et des nouvelles de Presse, est portée à mille deux cents francs (1.200 frs) à compter du 1^{er} juillet 1944.

La dépense est imputable au chapitre 2, article 3, paragraphe 2 du budget local.

* * *

SANTÉ

1. — *Par décision n° 778 du 8 novembre 1944.* — L'infirmier de 2^e classe Tani (François) est désigné pour remplacer provisoirement au poste d'Atuona (Iles Marquises) l'infirmier principal de 3^e classe Raihauti Hopuetai, autorisé à se rendre à Papeete, en permission, pour raison de santé.

M. Tani (François) rejoindra Atuona par la première occasion maritime et M. Raihauti (Hopuetai) s'embarquera pour Papeete dès l'arrivée de celui-ci à Atuona.

2. — *Par décision n° 784 du 10 novembre 1944.* — M^{me} Riro a Apa, sage-femme de 3^e classe, en service à la Maternité de Papeete, est détachée provisoirement au poste de Huahine (Iles Sous-le-Vent) en remplacement de M^{me} Mamatui, pour compter du 15 décembre 1944.

Un ordre de service du Chef du Service de Santé fixera la date de mise en route de cette sage-femme.

3. — *Par décision n° 785 du 10 novembre 1944.* — M^{me} Manuel (Rosa), épouse Teinauri, sage-femme de 4^e classe en service à la Maternité de Papeete, est affectée au poste médical d'Uturoa-Raiatea (Iles Sous-le-Vent), pour compter du 1^{er} décembre 1944.

Un ordre de service du Chef du Service de Santé fixera la date de mise en route de cette sage-femme.

* * *

TUAMOTU-GAMBIER.

1. — *Par décision n° 781 du 10 novembre 1944.* — La démission de M. Tangaroa Matavai de ses fonctions d'agent de police de 3^e classe de Tiputa (Rangiroa) est acceptée pour compter du 1^{er} novembre 1944.

A compter de la même date M. Potini Marere est nommé agent de police à titre temporaire du district de Tiputa (Rangiroa).

M. Potini Marere percevra en cette qualité les appointements annuels de trois mille deux cent quarante francs exclusifs de toute indemnité.

2. — *Par décision n° 782 du 10 novembre 1944.* — La démission de M. Tamarua Tuaku de ses fonctions d'agent de police de l'île Takaroa est acceptée pour compter du 1^{er} novembre 1944.

A compter de la même date M. Tihiwa Fuller est nommé agent de police à titre temporaire de l'île Takaroa.

M. Tihiwa Fuller percevra en cette qualité les appointements annuels de trois mille deux cent quarante francs exclusifs de toute indemnité.

AVIS OFFICIELS

TRÉSORERIE DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

ÉMISSION DE RENTES PERPÉTUELLES 3 %, 1944

Il est procédé à partir du 6 novembre 1944 à l'émission de **Rentes perpétuelles 3 %** jouissant des mêmes privilèges, immunités, exemptions fiscales et avantages que les Rentes Perpétuelles 3 % déjà inscrites au Grand Livre de la Dette Publique.

L'Etat se réserve cependant la faculté de remboursement à tout moment, au pair, majoré des intérêts courus.

Ces intérêts sont payables semestriellement les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet (le premier paiement ayant lieu le 1^{er} juillet 1945).

L'émission se fait par coupures au porteur de 150 frs, 300

frs, et 3.000 francs de rentes et en *inscriptions nominatives* de 150 frs de rente ou d'un multiple de 150 frs.

Les souscriptions sont libérées en numéraires au comptant et en un seul versement.

Prix fixé au pair de 5.000 frs pour 150 frs de rente.

Les Souscriptions à l'Emprunt de la Libération sont acceptées pour des coupures au PORTEUR

de	30 fr. de rente	prix	1.000 fr.
60 »	—	—	2.000 »
150 »	—	—	5.000 »
300 »	—	—	10.000 »
3.000 »	—	—	100.000 »

et des titres NOMINATIFS de 30 francs de rente et multipliés de 30 francs de rente.

L'Attention du PUBLIC est attirée sur le fait que la période pendant laquelle les souscriptions peuvent être acceptées, est limitée.

On peut souscrire à toutes les Caisses du Trésor et à la Banque de l'Indochine à Papeete.

AVIS

SECOURS AUX PERSONNES NÉCESSITEUSES

Il est rappelé que les demandes de secours pour l'année 1945 des personnes nécessiteuses, domiciliées soit dans les districts, soit dans les archipels, doivent parvenir au Gouverneur de la colonie avant le 31 décembre 1944, accompagnées d'attestations officielles.

VILLE DE PAPEETE

AVIS

Publication prévue par l'article 23 du décret du 5 novembre 1936 sur la réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les Etablissements français de l'Océanie.

EXTRAITS D'ACTES DE CESSION AMIABLE.

Suivant acte de vente passé devant Monsieur Alfred POROI, Maire de la Commune de Papeete, le seize novembre mil neuf cent quarante quatre, enregistré à Papeete, île Tahiti, le dix-sept novembre mil neuf cent quarante-quatre, folio quarante-neuf, case mille cent quinze, la Congrégation des Sœurs de Saint Joseph de Cluny, à Papeete, a cédé à titre d'utilité publique à la Commune de Papeete, ce qui a été régulièrement accepté par délibération du Conseil Municipal approuvée par le Chef de la Colonie :

une parcelle de terre sise rue François Cardella, frappée d'alignement suivant Plan dont l'utilité publique a été déclarée par arrêté n° 524 a.g.f. du 30 mai 1936.

Ladite cession a été consentie au prix de : *Six mille francs* (6.000 frs).

Suivant acte de vente passé devant Monsieur Alfred POROI, Maire de la Commune de Papeete, le vingt-trois no-

vembre mil neuf cent quarante-quatre, enregistré à Papeete le vingt-quatre novembre mil neuf cent quarante-quatre, folio cinquante, case mille cent trente et un, Mademoiselle Alice LÉVY, propriétaire, domiciliée à Papeete, a cédé à titre d'utilité publique à la Commune de Papeete, ce qui a été régulièrement accepté par délibération du Conseil Municipal approuvée par le Chef de la Colonie :

deux parcelles de terre sises Avenue Bruat (ancienne rue Bougainville) frappées d'alignement suivant Plan dont l'utilité publique a été déclarée par arrêté n° 524 a.g.f. du 30 mai 1936.

Ladite cession a été consentie au prix de : *Cent quatre-vingt-neuf mille sept cent trente-cinq francs* (189.735 frs).

Suivant acte de vente passé devant Monsieur Alfred POROI, Maire de la Commune de Papeete, le vingt-trois novembre mil neuf cent quarante-quatre, enregistré à Papeete, île Tahiti, le vingt-quatre novembre mil neuf cent quarante-quatre, folio cinquante, case mille cent vingt-huit, Monsieur Julien LÉVY, propriétaire, domicilié à Papeete, a cédé, à titre d'utilité publique, à la Commune de Papeete, ce qui a été régulièrement accepté par délibération du Conseil Municipal approuvée par le Chef de la Colonie :

une parcelle de terre, sise Avenue Bruat (ancienne rue Bougainville) frappée d'alignement suivant Plan dont l'utilité publique a été déclarée par arrêté n° 524 a.g.f. du 30 mai 1936.

Ladite cession a été consentie au prix de : *Trente-trois mille neuf cent cinquante francs* (33.950 frs).

Suivant acte de vente passé devant Monsieur Alfred POROI, Maire de la Commune de Papeete le vingt-trois novembre mil neuf cent quarante-quatre enregistré à Papeete, île Tahiti, le vingt-quatre novembre mil neuf cent quarante-quatre, folio cinquante, case mille cent vingt-neuf, Madame Francine LÉVY, épouse Léonce BRAULT, propriétaire domiciliée à Papeete, a cédé à titre d'utilité publique à la Commune de Papeete ce qui a été régulièrement accepté par délibération du Conseil Municipal approuvée par le Chef de la Colonie :

une parcelle de terre, sise Avenue Bruat (ancienne rue Bougainville) frappée d'alignement suivant Plan dont l'utilité publique a été déclarée par arrêté n° 524 a.g.f. du 30 mai 1936.

Ladite cession a été consentie au prix de : *Cent quatre-vingt-six mille sept cent dix-huit francs* (186.718 frs).

Suivant acte de vente passé devant Monsieur Alfred POROI, Maire de la Commune de Papeete le vingt-trois novembre mil neuf cent quarante-quatre, enregistré à Papeete, île Tahiti, le vingt-quatre novembre mil neuf cent quarante-quatre, folio cinquante, case mille cent trente, Monsieur Charles LÉVY, propriétaire domicilié à Papeete, a cédé à titre d'utilité publique à la Commune de Papeete ce qui a été régulièrement accepté par délibération du Conseil Municipal approuvée par le Chef de la Colonie :

une parcelle de terre sise Avenue Bruat (ancienne rue Bougainville) frappée d'alignement suivant Plan dont l'utilité publique a été déclarée par arrêté n° 524 a.g.f. du 30 mai 1936.

Ladite cession a été consentie au prix de : *Vingt-quatre mille huit cent quatre francs cinquante* (24.804 frs 50).

Suivant acte de vente passé devant Monsieur Alfred POROI, Maire de la Commune de Papeete, le vingt-quatre novembre mil neuf cent quarante-quatre, enregistré à Papeete, île Tahiti, le vingt-quatre novembre mil neuf cent quarante-quatre, folio cinquante, case mille cent trente-six, Monsieur Etienne JARDONNET, propriétaire, domicilié à Papeete, a cédé à titre d'utilité publique, à la Commune de Papeete ce qui a été régulièrement accepté par délibération du Conseil Municipal approuvée par le Chef de la Colonie :

une parcelle de terre sise rue de l'Ecole des Frères de Ploërmel, frappée d'alignement suivant Plan dont l'utilité publique a été déclarée par arrêté n° 524 a.g.f. du 30 mai 1936.

Ladite cession a été consentie au prix de : *Trente-trois mille neuf cent quatre-vingt-dix francs* (33.990 frs).

Papeete, le 25 novembre 1944.

Le Maire,
Alfred POROI.

ENREGISTREMENT ET DOMAINES

VENTE

aux enchères publiques.

Il sera procédé, à Papeete, Fareute, **le lundi 11 décembre 1944**, à 8 heures, à la vente aux enchères publiques, d'objets de la Marine, savoir :

	Mises à prix :
5 moteurs d'aviation Hispano Suiza, modèle 12 C. en V, 600 C.V.	1.000 frs pièce
4 hélices "Ratier" pour Cams 55, 600 C.V., vitesse 1800 tours-min.	300 frs —
3 armatures de gouvernails	300 frs —
4 tanks à essence, aluminium, 0 ^m 3500 environ.	500 frs —
8 tanks à essence, aluminium, 100 à 150 litres.	300 frs —
1 moteur Bettus-Loire, 4 cyl., 4 temps, 65 C.V.	1.800 frs
6 récepteurs de radiotélégraphie à piles ...	250 frs pièce
1 lot pièces diverses pour radiotélégraphie.	1.000 frs
4 dynamos, 24 volts	800 frs pièce
1 lot feux de position et lampes électriques.	200 frs
1 lot ferrailles diverses	50 frs
1 lot de 5 induits	1.000 frs

Prix d'adjudication payables au comptant et avant livraison. — Aucune réclamation ne sera admise après la vente.

Les prix seront majorés de 6 % pour tous frais.

Papeete, le 21 novembre 1944.

Le Receveur des Domaines,
A. FAUGERAT.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCE JUDICIAIRE

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

Société "TEVA"

(Société à responsabilité limitée).

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Papeete du 10 novembre 1944, il a été formé entre :

M. Etienne JARDONNET,

M. Jean TEMARII,

Et : M^{me} Ariirau TEROROTUA, demeurant tous à Tahiti.

Une société à responsabilité limitée ayant pour objet :

L'achat, la vente, la location et l'exploitation de tous véhicules.

La création et l'exploitation de tous services et entreprises de transports par terre et notamment d'un service de transports pour passagers et fret, par camions automobiles, entre Papeete et les districts de Tahiti.

Et en général toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus énumérés.

La Société prend la dénomination de "TEVA".

Le siège social est à Papeete.

La durée de la Société est fixée à dix années à compter du jour de la constitution définitive.

Le capital social est fixé à *trois cent mille francs* divisé en trois cents parts de *mille francs* chacune, lesquelles sont attribuées :

Cent parts à M. Etienne JARDONNET ;

Cent parts à M. Jean TEMARII ;

Cent parts à M^{me} Ariirau TEROROTUA.

La Société est administrée par M. Etienne JARDONNET.

Le Gérant a les pouvoirs les plus étendus pour contracter au nom de la Société.

Les engagements pris par le Gérant au nom de la Société doivent être revêtus du cachet de la Société à peine de nullité.

Un des originaux de l'acte de Société a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete.

Pour extrait :

ETIENNE JARDONNET.

Etude de M^e G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu contradictoirement, par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 7 Janvier 1944, enregistré et signifié.

Entre M^{me} Claire, Scolastique, Marthe MAMATUI, ayant M^e G. AHNNE, pour Défenseur, et M. Teriimana a TAI.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux MAMATUI-TAI aux torts et griefs réciproques.

Pour extrait :

G. AHNNE, Défenseur.